

# COM (2014) 730 final

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2014-2015

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 11 décembre 2014

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 11 décembre 2014

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Lettre rectificative au projet de budget rectificatif n° 6/2014** – État général des recettes – État des dépenses par section. Section III – Commission – Section VIII – Médiateur européen





Conseil de  
l'Union européenne

Bruxelles, le 4 décembre 2014  
(OR. en)

16546/14

FIN 973

#### NOTE DE TRANSMISSION

---

Origine:	Pour le Secrétaire général de la Commission européenne, Monsieur Jordi AYET PUIGARNAU, Directeur
Date de réception:	4 décembre 2014
Destinataire:	Monsieur Uwe CORSEPIUS, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2014) 730 final
Objet:	Lettre rectificative au projet de budget rectificatif n° 6/2014 État général des recettes état des dépenses par section Section III – Commission Section VIII – Médiateur européen

---

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2014) 730 final.

---

p.j.: COM(2014) 730 final



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 3.12.2014  
COM(2014) 730 final

**LETTRE RECTIFICATIVE  
AU PROJET DE BUDGET RECTIFICATIF N° 6/2014**

**ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES**

**ÉTAT DES DÉPENSES PAR SECTION**

**Section III – Commission  
Section VIII – Médiateur européen**

**LETTRE RECTIFICATIVE  
AU PROJET DE BUDGET RECTIFICATIF N° 6/2014**

**ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES**

**ÉTAT DES DÉPENSES PAR SECTION**

**Section III – Commission  
Section VIII – Médiateur européen**

Vu:

- le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 314, lu en combinaison avec le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 106 *bis*,
- le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union<sup>1</sup>, et notamment son article 41,
- le règlement (UE, Euratom) n° 1311/2013 du Conseil du 2 décembre 2013 fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020<sup>2</sup>, et notamment son article 13,
- le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2014, adopté le 20 novembre 2013<sup>3</sup>,
- le budget rectificatif n° 1/2014<sup>4</sup>, adopté le 16 avril 2014,
- le projet de budget rectificatif n° 2/2014<sup>5</sup>, adopté le 15 avril 2014,
- le projet de budget rectificatif n° 3/2014<sup>6</sup>, adopté le 28 mai 2014,
- le projet de budget rectificatif n° 4/2014<sup>7</sup>, adopté le 9 juillet 2014,
- le projet de budget rectificatif n° 5/2014<sup>8</sup>, adopté le 8 septembre 2014,
- le projet de budget rectificatif n° 6/2014<sup>9</sup>, adopté le 17 octobre 2014,

la Commission européenne présente ci-après à l'autorité budgétaire la lettre rectificative au projet de budget rectificatif n° 6 au budget 2014.

## **MODIFICATIONS À L'ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION**

Les modifications apportées à l'état des recettes et des dépenses par section sont disponibles sur EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/budget/www/index-fr.htm>). Une version en anglais de ces modifications est jointe à titre indicatif en annexe budgétaire.

---

<sup>1</sup> JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.  
<sup>2</sup> JO L 347 du 20.12.2013, p. 884.  
<sup>3</sup> JO L 51 du 20.2.2014, p. 1.  
<sup>4</sup> JO L 204 du 11.7.2014, p. 1.  
<sup>5</sup> COM(2014) 234 du 15.4.2014.  
<sup>6</sup> COM(2014) 329 du 28.5.2014.  
<sup>7</sup> COM(2014) 461 du 9.7.2014.  
<sup>8</sup> COM(2014) 564 du 8.9.2014.  
<sup>9</sup> COM(2014) 649 du 17.10.2014.

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>2. RESSOURCES PROPRES .....</b>	<b>3</b>
<b>3. MÉDIATEUR EUROPÉEN .....</b>	<b>4</b>
<b>4. TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR RUBRIQUE DU CFP .....</b>	<b>5</b>

## **1. INTRODUCTION**

La présente lettre rectificative au projet de budget rectificatif (PBR) n° 6 pour l'exercice 2014 porte sur les éléments suivants:

- les ajustements nécessaires aux ressources propres, afin de tenir compte des montants des soldes TVA et RNB effectivement mis à disposition le premier jour ouvrable de décembre 2014;
- le retrait de la demande initiale du Médiateur européen visant à obtenir une augmentation des crédits budgétaires.

## **2. RESSOURCES PROPRES**

Le 17 octobre 2014, la Commission a adopté le projet de budget rectificatif (PBR) n° 6/2014<sup>10</sup>, qui portait essentiellement sur la révision des prévisions concernant les ressources propres traditionnelles (droits de douane) et les soldes des ressources propres TVA et RNB. La présente lettre rectificative au PBR n° 6 traite de l'actualisation des soldes des ressources propres TVA et RNB.

Les ajustements des soldes des ressources propres TVA et RNB varient d'une année à l'autre. Ainsi que le montrent les données calculées en 2014, les ajustements aux ressources propres RNB peuvent entraîner la mise à disposition par certains États membres de montants supplémentaires exceptionnellement élevés sous l'effet de révisions substantielles, opérées par les États membres, de leurs données RNB pour les années précédentes.

Compte tenu des circonstances exceptionnelles actuelles et à la demande du Conseil, la Commission a proposé une modification du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 portant application de la décision 2007/436/CE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés européennes<sup>11</sup>, qui vise à atténuer les répercussions sur la situation budgétaire des États membres, en les autorisant à mettre à disposition le montant résultant de ces ajustements (soldes TVA et RNB) à tout moment entre le premier jour ouvrable du mois de décembre 2014 et le premier jour ouvrable du mois de septembre 2015.

Lorsqu'il aura été adopté, le règlement modifié s'appliquera rétroactivement pour les montants des soldes TVA et RNB qui devaient être mis à disposition le premier jour ouvrable du mois de décembre 2014. En conséquence, la Commission a révisé les montants inscrits initialement dans le PBR n° 6, afin de tenir compte des montants des soldes TVA et RNB effectivement mis à disposition le premier jour ouvrable du mois de décembre 2014.

La présente lettre rectificative au PBR n° 6 vise à intégrer comme suit les ajustements nécessaires pour les soldes TVA et RNB:

---

<sup>10</sup> COM(2014) 649 du 17.10.2014.

<sup>11</sup> COM(2014) 704 du 12.11.2014.



État membre	PBR 6/2014: soldes TVA/RNB	Lettre rectificative au PBR 6/2014: soldes TVA/RNB	Nouveau montant soldes TVA/RNB
Belgique	118 877 000	—	118 877 000
Bulgarie	36 472 000	- 36 472 000	0
République tchèque	78 521 000	—	78 521 000
Danemark	- 125 685 000	—	- 125 685 000
Allemagne	1 359 003 000	—	1 359 003 000
Estonie	7 311 000	—	7 311 000
Irlande	112 176 000	—	112 176 000
Grèce	221 982 000	—	221 982 000
Espagne	589 152 000	—	589 152 000
France	562 251 000	- 525 273 000	36 978 000
Croatie	- 1 419 000	—	- 1 419 000
Italie	1 502 273 000	-1 173 983 000	328 290 000
Chypre	53 725 000	- 53 725 000	0
Lettonie	24 573 000	—	24 573 000
Lituanie	7 516 000	—	7 516 000
Luxembourg	- 66 930 000	—	- 66 930 000
Hongrie	39 782 000	—	39 782 000
Malte	18 323 000	- 18 323 000	0
Pays-Bas	1 103 422 000	—	1 103 422 000
Autriche	- 57 094 000	—	- 57 094 000
Pologne	- 26 803 000	—	- 26 803 000
Portugal	121 602 000	—	121 602 000
Roumanie	75 080 000	—	75 080 000
Slovénie	8 064 000	- 8 064 000	0
Slovaquie	- 6 663 000	—	- 6 663 000
Finlande	- 34 319 000	—	- 34 319 000
Suède	190 111 000	—	190 111 000
Royaume-Uni	3 616 456 000	-3 616 456 000	0
<b>Articles 3 1 0 et 3 2 0 - Total</b>	<b>9 527 759 000</b>	<b>-5 432 296 000</b>	<b>4 095 463 000</b>

### 3. MÉDIATEUR EUROPÉEN

Le PBR n° 6/2014 initial contient une demande du Médiateur européen visant à obtenir un montant de 93 500 EUR en crédits d'engagement et de paiement supplémentaires. Ce montant est destiné à couvrir les besoins liés à l'adaptation des rémunérations au 1<sup>er</sup> juillet 2012, qui a finalement été décidée en avril 2014 mais qui n'était pas prévue dans le budget autorisé pour 2014 et pour laquelle une demande de virement couvrant plus de la moitié des besoins a été approuvée par l'autorité budgétaire en septembre.

Toutefois, depuis l'adoption du PBR n° 6/2014, le Médiateur a trouvé de nouvelles possibilités de redéploiement, et il a transmis une deuxième demande de virement afin de s'assurer que les dépenses salariales pour le mois de décembre pourront être effectuées. Par conséquent, à supposer que cette deuxième demande de virement soit elle aussi approuvée par l'autorité budgétaire, la demande initiale soumise dans le PBR n° 6/2014 pour obtenir des crédits d'engagement et de paiement supplémentaires peut être retirée.

#### 4. TABLEAU RÉCAPITULATIF PAR RUBRIQUE DU CFP

Rubrique	Budget 2014 (y compris BR 1 et PBR 3/2014 à 8/2014)		Lettre rectificative au projet de budget rectificatif n° 6/2014		Budget 2014 (y compris BR 1 et PBR 3/2014 à 8/2014)	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP
<b>1. Croissance intelligente et inclusive</b>	<b>63 986 340 779</b>	<b>66 374 487 058</b>			<b>63 986 340 779</b>	<b>66 374 487 058</b>
<i>Plafond</i>	63 973 000 000				63 973 000 000	
<i>Instrument de flexibilité</i>	89 330 000				89 330 000	
<i>Marge</i>	75 989 221				75 989 221	
1a Compétitivité pour la croissance et l'emploi	16 484 010 779	12 028 322 326			16 484 010 779	12 028 322 326
<i>Plafond</i>	16 560 000 000				16 560 000 000	
<i>Marge</i>	75 989 221				75 989 221	
1b Cohésion économique, sociale et territoriale	47 502 330 000	54 346 164 732			47 502 330 000	54 346 164 732
<i>Plafond</i>	47 413 000 000				47 413 000 000	
<i>Instrument de flexibilité</i>	89 330 000				89 330 000	
<i>Marge</i>						
<b>2. Croissance durable: ressources naturelles</b>	<b>59 190 929 284</b>	<b>56 558 779 469</b>			<b>59 190 929 284</b>	<b>56 558 779 469</b>
<i>Plafond</i>	59 303 000 000				59 303 000 000	
<i>Marge</i>	112 070 716				112 070 716	
dont: Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) — dépenses relatives au marché et paiements directs	43 778 100 000	43 776 956 403			43 778 100 000	43 776 956 403
<i>Sous-plafond</i>	44 130 000 000				44 130 000 000	
<i>Transfert net entre le FEAGA et le Feader</i>	351 900 000				351 900 000	
<i>Marge</i>						
<b>3. Sécurité et citoyenneté</b>	<b>2 171 998 732</b>	<b>1 677 039 976</b>			<b>2 171 998 732</b>	<b>1 677 039 976</b>
<i>Plafond</i>	2 179 000 000				2 179 000 000	
<i>Marge</i>	7 001 268				7 001 268	
<b>4. L'Europe dans le monde</b>	<b>8 325 000 000</b>	<b>6 842 004 256</b>			<b>8 325 000 000</b>	<b>6 842 004 256</b>
<i>Plafond</i>	8 335 000 000				8 335 000 000	
<i>Marge</i>	10 000 000				10 000 000	
<b>5. Administration</b>	<b>8 404 610 581</b>	<b>8 405 483 381</b>	<b>- 93 500</b>	<b>- 93 500</b>	<b>8 404 517 081</b>	<b>8 405 389 881</b>
<i>Plafond</i>	8 721 000 000				8 721 000 000	
<i>Marge</i>	316 389 419				316 482 919	
dont: dépenses administratives des institutions	6 797 485 938	6 798 358 738			6 797 485 938	6 798 358 738
<i>Sous-plafond</i>	7 056 000 000				7 056 000 000	
<i>Marge</i>	258 514 062				258 514 062	
<b>6. Compensations</b>	<b>28 600 000</b>	<b>28 600 000</b>			<b>28 600 000</b>	<b>28 600 000</b>
<i>Plafond</i>	29 000 000				29 000 000	
<i>Marge</i>	400 000				400 000	
<b>Total</b>	<b>142 107 479 376</b>	<b>139 886 394 140</b>			<b>142 107 385 876</b>	<b>139 886 300 640</b>
<i>Plafond</i>	142 540 000 000	135 866 000 000			142 540 000 000	135 866 000 000
<i>Instrument de flexibilité</i>	89 330 000				89 330 000	
<i>Marge pour imprévus</i>		4 026 700 000				4 026 700 000
<i>Marge</i>	521 850 624	6 305 860			521 944 124	6 399 360
<b>Instruments spéciaux</b>	<b>582 905 968</b>	<b>482 875 868</b>			<b>582 905 968</b>	<b>482 875 868</b>
<b>Total général</b>	<b>142 690 385 344</b>	<b>140 369 270 008</b>			<b>142 690 291 844</b>	<b>140 369 176 508</b>